

ALEXEY KOZHEMYAKOV

Vu de Moscou

La réaction de la Russie face à la guerre au Kosovo représente un élément important pour le rétablissement, à l'avenir, d'une vision véridique de cette crise. Cette réaction est inséparable des médias de ce pays. La presse écrite et la télévision russes furent en quelque sorte le deuxième grand joueur (sans compter « la machine de propagande de Belgrade »), avec et contre les médias occidentaux, largement conditionnés par l'OTAN, voire les États Unis. La différence entre ces joueurs est de taille : si le premier façonnait les opinions de quelque 150 millions de Russes, et le deuxième d'une dizaine de millions de Yougoslaves, le troisième dominait le reste du monde dit civilisé. Il va sans dire que les images de cette guerre étaient diamétralement opposées.

Maurice
Roche,
Paix, extrait
de *Codex*,
1974, D.R.

En Occident, les larmes des enfants et des femmes kosovars fuyant leur pays et les atrocités serbes, et en Russie, les souffrances des Serbes morts ou blessés, les maisons et les constructions civiles détruites impunément par les bombardements de l'OTAN. Autre phénomène paradoxal : les Russes post-soviétiques, surtout ceux qui connaissaient l'ancien système, ont été depuis leur plus jeune âge vaccinés contre la pensée unique. Ce réflexe est simple : si tout le monde est unanime, il y a certainement quelque chose qui ne va pas. Il permet de traiter la propagande occidentale avec un autre regard. Nous autres Russes « forgés par le système soviétique » et suspicieux de toute idée dominante, étions mieux préparés qu'un Européen moyen à ce lavage de cerveaux. On remarque en effet des ressemblances étonnantes entre les pratiques et méthodes des médias vis-à-vis de la guerre au Kosovo et ceux de la période soviétique (en regardant le Président Clinton, entouré des enfants slovènes, un Russe ne peut pas ne pas se rappeler, malgré toute la différence, un Brejnev sur le mausolée et les jeunes pionniers fiers de cet événement). Les expressions critiques, suivies parfois par une véritable « chasse à l'homme », malheureusement si connue en Union soviétique, ne faisaient que mettre en relief la domination totale de la pensée unique. L'unité d'opinions, déjà tellement vue chez nous, nous a fait aussi peur que la guerre.

En fait, la réaction de la Russie se décompose en une mosaïque assez complexe :

La réaction officielle (elle-même parfois contradictoire car véhiculée par différents personnages) : cette position officielle a eu deux facettes : à l'usage interne, plus musclée, et externe, plus tolérante. La réaction des forces politiques et du Parlement : il est évident que l'opposition a voulu « tirer la couverture à elle » et recueillir le maximum de bénéfices dans sa lutte contre « le régime compradore et vendu ». Néanmoins, un large consensus s'est formé au Parlement dépassant les lignes de partage traditionnelles. L'opinion publique, passée de « l'antiaméricanisme primaire » au début à une indifférence plus ou moins affectée (ce qui n'exclut pas des traces dans la conscience collective). Rien d'étonnant de la part d'une population largement marginalisée qui accepte de travailler pour un salaire symbolique ou même sans être payée pendant des mois. La réaction propre des mass-media qui variaient selon les propriétaires mais suivaient en gros les trois niveaux ci-dessus. Enfin, et c'est le plus intéressant pour un analyste non-engagé, les experts en relations internationales, politologues, historiens, et même philosophes ont essayé de recadrer la guerre du Kosovo dans un contexte beaucoup plus large. C'était un véritable effort de repenser le monde actuel dont l'élan, j'en suis certain, aura une suite.

La diversité des opinions en Russie, comme dans chaque pays « normal », se limite à trois composantes : deux extrêmes et l'opinion plus ou moins dominante. L'extrémisme dit de droite ou pro-américain restait largement minoritaire et son souci principal était de ne pas mettre la Russie en porte-à-faux avec la « communauté internationale », donc rejoindre l'OTAN dès le début. Les extrémistes nationalistes, beaucoup plus nombreux et soutenus, surtout au début, par beaucoup de jeunes, normalement assez indifférents à leurs sirènes, proposaient comme sujet principal de discussion les différentes modalités de l'intervention russe aux côtés des Serbes. Ces opinions ont trouvé un large écho dans les milieux orthodoxes dont les émotions ont été exacerbées pendant la fête de la Pâques orthodoxe quand, malgré les appels du Pape Jean Paul II et du Patriarche de la Russie, l'OTAN continua de bombarder les Serbes. L'information largement distribuée en Russie disant que les missiles de l'OTAN ces jours-là portaient l'inscription « Joyeuse Pâques » n'a jamais été démentie.

Reste l'opinion « dominante », elle-même très nuancée. La lecture de la presse témoigne d'un fait spectaculaire : même dans ce secteur, le plus répandu en Russie, jamais la version officielle de l'OTAN n'a été considérée comme suffisante. Personne ne l'a prise au sérieux. Cette unanimité témoigne d'une nouvelle étape dans l'évolution de la conscience russe post-soviétique. Les analystes constatent que les visions optimistes et idylliques de partenariat avec les États-Unis ont été anéanties vers la fin 93 avec l'élargissement annoncé de l'OTAN. La crise du Kosovo ne se présente sous cet angle-là que comme une première confrontation ouverte entre la Russie et des États-Unis après la fin de la guerre froide. En même temps, la réaction russe a été préparée dans les années précédentes par la prise en compte que le monde devient de plus en plus unipolaire, les américains se sentant de moins en moins liés par l'ONU et le droit international. Cette frustration a été aggravée par les craintes que la Russie, comme certains pays voisins de l'ex-URSS, puisse un jour se trouver dans la même situation quant aux conflits inter-ethniques qu'ils connaissent. En même temps, cette crise a démontré de façon plus voyante que jamais la dépendance économique et financière envers l'Occident et une absence totale d'alliés en Europe (sauf Biélorussie). Cela a été ressenti comme une humiliation par les uns, et une heure de vérité par les autres. L'analyse faite par Alexey Arbatov, un expert renommé en questions stratégiques et militaires, est particulièrement représentative. Il s'en prend à une déclaration récente de Boris Eltsine à propos de la politique « menée par la Russie avec brio » au cours de la crise. On peut avoir deux explications à

une telle interprétation, dit Arbatov : « ou bien la personne qui le dit vit dans un monde imaginaire, sans contact avec la réalité, ou bien elle prend les « chers compatriotes » pour des imbéciles complets ». Selon lui, la défaite de la politique russe est cuisante et peut être irréparable. Ce que l'on appelle la contribution russe dans la solution de la crise, tellement appréciée dans les pays de l'OTAN, revenait à « imposer aux dirigeants de Yougoslavie les conditions de l'OTAN en utilisant l'intermédiaire russe ». M. Arbatov, à ce qu'il paraît, n'est pas un faucon communiste ou nationaliste, mais il appelle à une vision lucide des réalités.

M. Chernomyrdin, l'intermédiaire russe, cet archétype de « dirigeant soviétique reconverti en démocrate », connu surtout pour sa façon de parler souvent intraduisible (du genre « il ne nous faut pas penser, nous sommes le Gouvernement »), est devenu l'objet de sarcasmes de la part des intellectuels, et de critiques acharnées de l'opposition. Cet homme, qui a soudainement disparu du circuit international depuis, et qui, dit-on, confondait au début de sa mission la Croatie avec la Bosnie, a été nommé, selon certains interlocuteurs russes, parce que « ayant la réputation d'être un des hommes les plus riches de Russie, il saurait trouver l'entente avec les États-Unis ». Il a réussi sa mission et la guerre fut arrêtée, mais, comme dit le même Arbatov, au prix de la perte du contrôle du Kosovo par la Yougoslavie « trompée finalement sur tous les points ». Au bout du compte, après tant de souffrances et de destructions, on en serait revenu aux formules des annexes de Rambouillet, à l'exception peut-être de la circulation libre des troupes de la KFOR sur le territoire de la RFY.

Faute de succès réels, l'arrivée des paras russes en premier pour occuper l'aéroport de Pristina a été présenté comme un « pied de nez » à l'OTAN, et tout ce qui concerne le contingent russe dans la KFOR est mis en avant. Les analystes plus éclairés regardent cela avec beaucoup de scepticisme. « C'est la voie la plus simple et en plus la moins chère, et donc la plus souhaitée, pour reconforter le statut de grande puissance » dit Andreï Gratchev. Il ne suffit pas d'être membre du Conseil de Sécurité (un anachronisme), d'avoir l'arme nucléaire ou être invité aux réunions du G7. La Russie a tous ces avantages mais ce n'est pas suffisant. C'est pourquoi elle a usé dans cette opération de commando des règles qui ne relèvent pas du droit international mais sont utilisées plutôt dans les bagarres de café, (acceptées d'ailleurs par l'OTAN) : celui qui frappe le premier a raison. En d'autres termes, le contingent russe, ce « substitut de grandeur », qui constituera quelque 7 % des forces de la KFOR ne peut jouer qu'un rôle symbolique.

Les positions russes exprimées par le ministère des Affaires étrangères

pendant toute la crise restent un bon point de repère. Les experts diplomatiques du MID, une des rares administrations en Russie encore professionnelle et efficace, ont compris à juste titre qu'il n'y avait pas d'autre issue pour la Russie que d'accepter cette situation. En même temps, le fait que l'ONU a été de nouveau remis dans le processus de règlement, même si sa virginité est difficile à restaurer, fut présenté comme un succès. Ceci dit, la diplomatie russe demeure en accord avec son verdict initial : l'agression de l'OTAN était une erreur fondamentale, les moyens politiques d'influencer la situation n'étaient pas épuisés, les bombardements n'ont résolu aucun problème (sauf le retour des réfugiés kosovars dont le départ massif, selon les Russes, était le résultat de la peur non seulement de la vengeance serbe, mais aussi des bombardements eux-mêmes) ; tout le monde sera perdant avec cette façon de régler les conflits inter-ethniques. La thèse clé de la diplomatie russe est qu'on ne veut pas prendre partie pour les Serbes ou pour l'Occident mais sauver le système international comme tel, sa règle du jeu. C'est la création d'un précédent d'intervention arbitraire qui a été ressentie comme une préoccupation bien plus grande que la crise au Kosovo elle-même.

La tentative de certains d'envisager la crise du Kosovo dans un cadre culturel beaucoup plus large est en quelque sorte la suite de la polémique suscitée en son temps par l'idée de « la fin de l'histoire » de Fukuyama. Ses interlocuteurs par correspondance sont chez nous sans équivoque. La capitulation du système soviétique a réconforté l'Occident dans la perception de ses standards et valeurs comme étant universels. Avec l'acquisition de la primauté économique et militaire, l'Occident a cru possible de les imposer par la force à ceux qui prennent le risque de penser autrement. Cela a ouvert la voie à des guerres idéologiques semblables aux guerres de religion de jadis. Cette fois, ce n'est pas une invention slave, des esprits brillants tels que Levi- Strauss, Spengler et Toynbee ont prévenu que l'Occident et l'Orient ne peuvent être uniformisés. La différence essentielle, c'est l'attitude envers l'homme. L'homme citoyen, l'individu doté de ses droits – c'est un élément de base de la culture occidentale ; une communauté d'hommes est celui de la société dite orientale. D'où la différence dans la perception des droits de l'homme. Ces auteurs russes disent que les Serbes comme les Albanais s'identifient tout d'abord avec leur communauté ethnique. La société civile n'a jamais existé dans ces pays, et ce n'est pas uniquement le résultat du régime communiste. C'est pourquoi dans cette région on voit plutôt des réactions collectives indistinctes (comme l'exode et le retour des Kosovars, puis des Serbes, les massacres des uns par les autres et vice versa,

le pillage des biens en masse des deux côtés, etc.) que des prises de positions individuelles. C'est pourquoi aussi Ibrahim Rugova, personnalité individuelle originale, passe finalement assez mal chez ceux qui préfèrent appartenir à la masse tournée vers l'UCK. La certitude basée sur la supériorité que les valeurs occidentales peuvent être greffées dans ces sociétés et que ce qui manque, ce sont uniquement les infrastructures démocratiques et du temps, a conduit les pays de l'OTAN vers l'agression. Une fois de plus, les chemins vers l'enfer étaient pavés de bonnes intentions. Dans cette optique, fondamentalisme et terrorisme dans le monde seraient une réaction de refus de cette greffe. La conclusion est que l'OTAN et l'Occident doivent renoncer à l'idée que leurs valeurs, même excellentes, sont universelles et « un rejet de greffe » devrait se produire inévitablement. Qui sait quelle réponse on aura dans quelques années ?

Dans le modèle historique de l'occidentalisation, c'est l'hellénisme avec sa tolérance qui est alors présenté comme le cas le plus réussi. Évidemment, la question simple que l'on pourrait poser aux auteurs de ces concepts, c'est : la société des Balkans et de l'Europe de l'Est est-elle vraiment orientaliste ? Elle reste sans réponse. Les plus extrémistes, revenant à leurs maîtres à penser du siècle dernier, estiment que le centre de gravité de la politique mondiale se tient maintenant sur cette ligne de partage entre slavisme et latinisme. L'Europe chrétienne, selon eux, est prête même à une alliance avec l'Islamisme pour contrer la Russie, l'affaiblir et assurer finalement sa décomposition en plusieurs États. On ne peut pas intégrer ce qui est plus grand dans ce qui est plus petit. Tel est le raisonnement eschatologique de ces adeptes de la théorie « Russie contre le reste du monde », assez drôlement conforté par les écrits de M.M. Brzezinsky et Huntington.

Le drame des massacres de civils, surtout kosovars, a fait basculer l'opinion publique en Occident vers l'acceptation des bombardements. Les souffrances des Kosovars n'étaient pas le sujet prioritaire en Russie où on préférerait parler des victimes serbes, bien que maintenant, de plus en plus, on est conscient de cette tragédie. Demeure le miroir renversé : tous les jours on communique le nombre des Serbes victimes des atrocités de l'UCK avec la description de détails macabres. Mais, contrairement aux médias occidentaux, les observateurs russes non engagés n'essaient pas de trouver les bons et les méchants, encore moins de mesurer la catastrophe uniquement par le nombre des victimes de chaque côté. Cette approche dite de « l'expert comptable » propre à l'esprit rationaliste et pragmatique de l'Occident passe mal en Russie. Ce qui compte ici c'est l'intolérance, la méthode bru-

tale et arbitraire avec laquelle on élimine l'autre, chère aux deux antagonistes. Nos historiens et sociologues rappellent que le conflit entre ces deux ethnies date de plusieurs siècles et s'est aggravé ces dernières décennies suite à la croissance naturelle de la population albanaise beaucoup plus élevée, l'expulsion graduelle des Serbes et les mesures répressives brutales entreprises par Belgrade dans une tentative désespérée de renverser la tendance. Les persécutions, pillages et vengeances sont des réalités quotidiennes et presque acceptables dans cette mentalité. La perception par les Serbes de la situation présente est décrite comme suit : les Albanais sont les locataires dans cette région truffée de monastères et églises orthodoxes qui, quelques générations après, sont devenus majoritaires et demandent les pleins droits de propriétaire. Sous cet angle-là, l'exode massif des Kosovars a été argumenté par certains en Russie comme si les Kosovars se rendaient compte de leur culpabilité en ce qui concerne les bombardements de l'OTAN et fuyaient la vengeance serbe. La « fraternité d'armes » OTAN/UCK (il y a un an d'ici, ce dernier a été traité de « bandit » par les mêmes américains) donne à penser que l'intervention de l'OTAN ne sera jamais perçue de la même façon par les deux ethnies. À la thèse courante que l'exode des Serbes et leur massacre actuel n'est que le paiement pour la politique criminelle de Belgrade et les atrocités des paramilitaires serbes, Alexey Arbatov réplique : « Mais, avec cette approche, on peut justifier n'importe quoi ! Pourquoi ne pas considérer le nettoyage ethnique accéléré contre les albanais au printemps 99 comme leur paiement pour les activités militaires et scissionnistes de l'UCK et les frappes de l'OTAN tant saluées par elle, auxquels les Serbes ne pouvaient riposter par aucun autre moyen ? Pourquoi ne pas répondre aux pogroms actuels au Kosovo contre les Serbes par des actes terroristes ou des opérations de maquis de leur part contre l'UCK et les albanais cette fois ? ». Décidément, la spirale infernale de violence et d'intolérance mutuelle est si vertigineuse que mieux vaudrait ne pas diaboliser ou parler de méchanceté intrinsèque ni d'une ethnie ni de l'autre.

Quelles perspectives ? Les scénarios sont nombreux mais aucun, autant que je sache, ne prédit un avenir tranquille et radieux pour la région. Michael Gorbatchev le formule à sa façon : l'intervention au Kosovo est un avertissement au monde car il présage son avenir. Les États-Unis restés sans partenaires à leur taille se sont décidés à agir à leur gré. Un précédent en contournant toutes les règles du droit international a été créé. Selon lui, ce nouvel ordre mondial à la longue n'est pas réalisable car il est rejeté par un nombre de pays beaucoup plus grands que la fameuse « communauté internationale ».

On voit bien les rancunes de Gorbatchev quand il pose les questions rhétoriques : « pourquoi le monde n'a-t-il jamais essayé d'utiliser les grands avantages donnés avec la fin de la guerre froide ? Pourquoi les décisions prises à la fin des années 80 et les autres d'avant, tel que l'Acte final d'Helsinki de 1975, sont toujours ignorées ? » On est tenté de répondre au Président Gorbatchev : « c'est arrivé parce que la politique assez prévisible du monde bipolaire a cédé la place à une géopolitique banale digne du XIXe siècle ».

L'hymne au pragmatisme de Richard Rorty a suscité un large débat car les répercussions pratiques de ses concepts ont donné un frisson dans le dos aux philosophes russes pas spécialement anti-américains par réflexe. « L'homo américain » constatent les Russes, d'après Rorty, est celui qui non seulement croit que son pays est le meilleur du monde, mais fait son possible pour prolonger la conquête américaine de l'espace dans la conquête du temps, autrement dit de l'histoire. L'Amérique étant le synonyme de démocratie, elle n'a plus besoin d'une autorité morale extérieure, elle crée elle même son système de coordonnées, valeurs et repères correspondants. Cette conviction quasi religieuse du rôle messianique des États-Unis aboutit, selon un auteur russe non dépourvu d'humour, à deux types d'aéronautes américains. Les premiers sont les hommes d'affaires jeunes et dynamiques qui viennent vous initier au business libéral, accompagnés des professeurs enseignant le cosmopolitisme culturel, et au cas où vous êtes incapables d'apprendre le pragmatisme comme idéologie et mode de vie, arrivent les pilotes de bombardiers qui font un ajout dialectique à la première mission non réussie, évidemment pour le meilleur des mondes possibles.

Dans le bilan moral de la crise, l'unanimité des observateurs russes est aussi de taille (d'autant plus que, sauf nationalistes et communistes, tous se distancient de Milosevic). Ce verdict n'ajoute rien au code moral vieux comme le monde : on ne peut pas se battre pour une cause juste par des méthodes injustes ; on ne peut pas tuer des innocents pour en sauver d'autres ; la haine ne peut engendrer que la haine ; la guerre des forts contre les faibles laisse toujours des points d'interrogation. Le Général Lebed a remarqué l'acharnement de Clinton ou Blair, dû peut être au fait que les deux sont nés après la guerre et n'ont jamais vu un cadavre déchiré par une explosion. Pour eux, la guerre est un exercice qui se regarde à la télévision C'était en tout cas assez inattendu pour les esprits russes que les Européens, si exigeants en ce qui concerne l'interdiction de la peine de mort, aient béni destructions civiles et « dégâts collatéraux ».

Quant au Kosovo lui-même, l'hypothèse d'une « Tchéchénie en plein Europe », avec ses trafics de drogue, paraît aux Russes plus probable qu'un

deuxième Liechtenstein ou Luxembourg des Balkans. La justice sommaire contre Milosevic n'est pas un but en soi mais c'est une leçon capitale donnée à tout le monde. La Yougoslavie était un des rares pays de la région, comme de l'Est européen, à n'avoir jamais demandé son adhésion à l'Alliance Atlantique. Imaginez-vous le sort d'un autre pays de la région qui déclarerait ne pas avoir besoin de sa protection ?

Restent plusieurs questions aux yeux d'un simple observateur russe. Qui a ouvert cette boîte de Pandore ? Quelles étaient les motivations de ceux qui ont accepté la décomposition de l'ex-Yougoslavie et pourquoi au début de ce processus, n'a-t-on pas voulu ou pu étouffer le mal nationaliste dans son germe ? En imposant le respect et la tolérance inter-ethnique comme condition principale de l'indépendance, avant que le drame n'éclate... La création d'une communauté mono-ethnique au Kosovo (quelques milliers de Serbes dans des villages « Potemkine » ne trompent personne) permet-elle une solution durable ? Verra-t-on une espèce d'« UCK à la Serbe » ? La présence de la KFOR empêchera-t-elle la proclamation de l'indépendance du Kosovo par référendum (c'est un scénario programmé) et la réunification éventuelle avec l'Albanie ? Quelle conséquence sur les autres pays de la région ? L'OTAN et l'Union européenne ont-elles une stratégie à long terme ? Ne fallait-il pas déterminer cette stratégie avant de se lancer en guerre ? Le concept des droits de l'homme, pour lequel on bombarde et tue, n'a-t-il pas subi un coup sévère aux yeux de ceux qui n'appartiennent pas à la « communauté internationale », donc de la majorité de la planète ? Quelles conséquences écologiques et de sécurité alimentaire auront les bombardements de Yougoslavie et pourquoi a-t-on tant de réticence en Europe pour en parler ouvertement ? Bombe écologique à retardement au sud du continent ? Espérons que les enquêtes commencées tout récemment par l'ONU auront une suite.

Toutes ces questions restent à débattre ouvertement, sans préjugé ni cliché idéologique, sans a priori. Je ne suis pas convaincu que l'Europe soit prête à le faire. Je crains que ce ne soit pas non plus la Russie affaiblie qui pourra apporter la réponse. Que peut-on attendre d'un pays dont la direction suprême selon un quotidien russe (genre Canard enchaîné) « peut être comparée à une poule dont on a coupé la tête – elle continue de courir mais les dégâts sont déjà irréparables » ?

Alexey Kozhemyakov est Chef de la Division du droit public et international au Conseil de l'Europe.